



EXTRÊME DROITE



Édito

Isabelle Mincier – Présidente du Ré.S.O.-J



Ce soir on va au resto.

La Gauche, et en particulier le Parti Socialiste en Communauté française de Belgique, ont toujours défendu les droits de tous (congé payés, sécurité sociale, des revenus décents...) et ainsi contribué à leur bien-être.

En face, il y a la Droite qui, elle, défend les intérêts des patrons et se soucie peu de la détresse dans laquelle elle peut plonger parfois les travailleurs par des délocalisations dont le seul but est d'augmenter au final les bénéfices de l'entreprise.

Cette Droite est souvent sournoise et peut durcir son visage sans trop d'efforts pour devenir parfois ce que l'on appelle l'Extrême Droite.

Les exemples sont nombreux ces dernières années en Europe, comme en Autriche avec l'éphémère Jörg Haider, où des partis de Droite se radicalisent pour arriver au pouvoir.

Le dernier exemple en date est celui de Nicolas Sarkozy, élu il y a quelques jours Président de la République française.

Cet homme qui se dit incarner l'avenir de la France ne fait que remettre à jour un modèle dont l'exclusion des plus fragiles et la promotion des plus nantis sont les maîtres-mots.

Ce n'est pas par cette voie-là que nous obtiendrons une société harmonieuse. Il suffit de voir la révolte dans les banlieues françaises l'an dernier ou encore les affrontements qui ont eu lieu à Paris quelques heures à peine après l'élection de Sarkozy.

Comme ce dernier ou certains dictateurs, si tu sèmes la haine, tu récolteras la violence.

Par contre si tu prônes des valeurs de solidarité et d'égalité, tu vivras dans une société pacifiée.

mai 2007

Ré.S.O.-J - 15 Bd de l'Empereur 1000 Bruxelles - Tél : 02/513 99 62 - Fax : 02/502 49 47
info@resoj.be - www.resoj.be

C.N.A.P.D.

Le Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse (Ré.S.O.-J) est signataire du Manifeste de la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (C.N.A.P.D.)

Ce manifeste considère les succès électoraux de l'extrême droite comme une conséquence de ruptures profondes sur les plans économique, social, politique et culturel.

Nous avons interrogé Myriam Mottard, Secrétaire générale pour savoir ce qui motive la C.N.A.P.D. à poursuivre son action initiée au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Haider, en Autriche.

Pour Myriam Mottard, au lendemain du 8 octobre 2006, le dernier scrutin communal donne des motifs de satisfaction, mais il ne faut pas, pour autant, crier victoire.

A l'échelle du pays, l'extrême droite est en net recul par rapport aux élections régionales de 2004, mais pas par rapport aux communales de 2000 ! C'est surtout frappant en Flandre où le *Vlaams Belang* double pratiquement son nombre de conseillers communaux. En région bruxelloise, les partis d'extrême droite régressent quand même par rapport aux deux scrutins précédents. Quant à la région wallonne, c'est essentiellement en Hainaut que l'extrême droite est de retour.

Toutefois, Myriam Mottard insiste sur le fait qu'il faut rester vigilant, étudier en profondeur ces résultats et confronter les hypothèses quant aux causes de ces évolutions.

Au-delà de la question de la présence de l'extrême droite dans le champ politique, les élections 2006 ont aussi été marquées par deux autres questions. Celle de la première participation des étrangers non ressortissants de l'Union européenne en tant qu'électeurs et celle de l'éthique en politique.

La première question doit faire l'objet d'un bilan. On connaît les taux de participation des étrangers au scrutin communal.

Pourquoi varient-ils d'une région à l'autre, d'une province à l'autre et même d'une commune à l'autre ?

Est-ce une question de composition de la population ?

Une question d'information ?

Quelles conclusions tirer de cette première participation ?

La seconde question doit être débattue. Sans préjuger de la réponse à y apporter, pour Myriam Mottard, il faut confronter les pratiques des partis et des candidats aux exigences de la démocratie :

Les accords préélectoraux secrets sont-ils acceptables ?

L'élu peut-il faire ce qu'il veut (par exemple, faire vaciller une majorité) ?

Quels sont les modes de constitution des listes de candidats ?

Quel équilibre entre le respect du choix des électeurs et la liberté des partis dans la constitution des majorités et la désignation des mandataires ?

Myriam Mottard rappelle que la C.N.A.P.D. se propose de mener à bien ces deux démarches dans les semaines et les mois à venir et invite les associations signataires de la plate-forme « Pour que vive la Démocratie » à partager leurs analyses et leurs propositions afin de préparer les élections législatives du mois de juin 2007.

Afin de les épauler, nous publions dans notre revue, le Manifeste auquel nous vous demandons de réagir.



MANIFESTE

NOUS, CITOYENS DE WALLONIE ET DE BRUXELLES

Parce que nous sommes profondément inquiets

- d'assister, depuis plusieurs années, à un retour d'idéologies porteuses de racisme, de sexisme, d'intolérances et, de ce fait, à une constante progression des scores électoraux des partis d'extrême droite. C'est bien sûr le cas en Flandre mais Bruxelles et la région wallonne ne sont pas épargnées. Lors des élections de juin 2004, l'extrême droite a atteint 8% en Wallonie et 10% à Bruxelles.
- Au fur et à mesure de cette évolution, les thèmes mis en avant par l'extrême droite sont devenus des enjeux politiques et électoraux importants.

Parce que nous constatons un malaise au sein de nos démocraties

- Les succès de l'extrême droite en Belgique et en Europe doivent être analysés comme des symptômes d'un malaise dans la vie politique et dans la société.
- La situation socio-économique d'une partie de la population s'est considérablement dégradée. La crise économique des années 80' a fait place à la société morcelée des années 2000'. Le chômage et la pauvreté se sont installés durablement dans certains quartiers. La crise du logement touche de nombreuses personnes et contraint les plus démunis à vivre dans des conditions indignes. Mais le malaise se répand également dans les couches plus aisées. La mondialisation ultra-libérale provoque de graves atteintes à l'emploi, à la sécurité sociale et aux conditions de vie. Les services publics font l'objet de restrictions budgétaires ou de privatisations, partielles ou totales.
- Sur le plan de la participation démocratique, une frange non négligeable de la population manifeste un désenchantement, voire une véritable méfiance vis-à-vis du monde politique. Le fossé se creuse entre les citoyens et leurs mandataires publics. Plusieurs études concernant l'électorat d'extrême droite mettent en avant, comme motivation de leur vote, l'élément de protestation contre la classe politique.
- La multiplication des niveaux de pouvoir et le morcellement des compétences a compliqué le paysage institutionnel au cours des dernières décennies. Le citoyen finit par s'y perdre...
- En toile de fond, les profondes mutations en termes de technologie, d'organisation sociale et de valeurs ont transformé les modes de communication et de solidarité ainsi que l'ensemble des relations humaines, concourant à la déstructuration sociale et au développement d'une certaine angoisse collective. La compétitivité, la performance et la recherche du profit matériel règlent l'ordre du monde. Les mécanismes de solidarité sont mis à mal. Le développement durable reste encore largement une utopie.

Parce que nous n'acceptons pas le racisme montant, la recherche de boucs émissaires et l'exclusion

- Un des fondements de l'idéologie d'extrême droite est le nationalisme, qui implique l'exclusion. Tous les partis d'extrême droite jouent sur la peur de « l'Autre », la recherche d'un bouc émissaire, qu'il s'agisse de l'étranger, du musulman, du juif, du gay ou du francophone.
- En matière de migration et d'asile, les politiques européennes et belges sont de plus en plus répressives (dissuasion des candidats à l'immigration, contrôles renforcés aux frontières, enfermement et éloignement). Ces mesures et le discours qui les accompagne contribuent à répandre des valeurs négatives (égoïsme, xénophobie) qui sont le fond de commerce de l'extrême droite.
- Or, la diversité de la société belge est une réalité irréversible. La Belgique d'aujourd'hui est composée de populations d'origine belge, européenne et extra-communautaire dont les cultures s'interpénètrent. Cette

diversité est une richesse. C'est aussi un défi. La cohabitation et l'interpénétration des cultures peuvent être vécues harmonieusement à condition de développer des politiques d'égalité et d'ouverture tout en luttant contre toute forme d'intégrisme.

Parce que l'extrême droite est foncièrement antidémocratique, antisociale et antisyndicale

- Les convictions et les valeurs que nous portons s'opposent totalement aux visées de l'extrême droite. Notre combat pour le renforcement de la démocratie s'inscrit dans le cadre de la construction d'une société progressiste, démocratique, égalitaire, solidaire et pacifique. A ce titre, nous réaffirmons notre attachement aux valeurs d'égalité, de justice sociale et au respect des libertés fondamentales.
- Nous combattons l'exclusion et le rejet de l'autre, d'où qu'ils viennent. Nous nous opposons au repli identitaire ou nationaliste.
- Le récent octroi du droit de vote au niveau communal à tous les résidents étrangers constitue un progrès important.

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

combattre l'extrême droite sur tous les fronts, y compris sur le plan électoral, où ses progrès sont les plus visibles ;
en vue des élections communales et provinciales de 2006, nous mènerons des actions communes qui mettront l'accent sur :

- la dénonciation du vrai visage des partis d'extrême droite ;
- le rétablissement de la confiance entre le citoyen et les acteurs politiques en valorisant la parole, la participation et l'action au niveau local.
- un changement de climat politique, social et culturel, les succès de l'extrême droite n'étant que le symptôme d'un malaise plus profond, la partie visible de l'iceberg... La démocratie relève de plusieurs pôles : le politique, le social, le culturel, l'économique et l'environnemental. Nous devons agir sur ces cinq pôles ainsi que sur les médias, l'éducation et la justice.

NOUS DEMANDONS AUX RESPONSABLES POLITIQUES

- le maintien ferme du cordon sanitaire autour des partis d'extrême droite ;
- l'application de la loi sur la suppression du financement public des partis à caractère raciste ;
- l'adoption de propositions législatives et décrets rendant inéligibles les responsables d'organisations condamnées sur base des lois réprimant le racisme et le négationnisme ;
- d'être attentifs à ne pas développer une rhétorique ambiguë, pouvant donner du crédit aux programmes et solutions des partis d'extrême droite
- de renouer le contact avec les citoyens, de les reconnaître comme interlocuteurs et d'encourager leur participation dans la gestion de la cité en organisant davantage de rencontres et de débats dans les quartiers ; de prendre le temps de dialoguer avec les citoyens sur le fondement et les objectifs des décisions politiques et des nouvelles lois ;
- de s'engager à se questionner sur leur fonctionnement et à proposer des normes, règles et modes d'action novateurs en termes de transparence, de contrôle et d'évaluation des politiques menées et des pratiques mises en œuvre.
- que soient organisés, à tous les niveaux de l'enseignement secondaire, des cours et des sessions permettant de former les jeunes au sens de la citoyenneté responsable et développant leur esprit critique ; que soient utilisées les pédagogies participatives et que soient appliquées les mesures de participation dans les écoles ;
- le développement d'une véritable pédagogie basée sur la reconnaissance des identités culturelles, la recherche des convergences traversant les différentes cultures, l'analyse de l'insertion de celles-ci dans le développement démocratique de la société ; l'inscription, au programme scolaire de l'histoire de l'immigration
- que soit mise en œuvre, à l'intention des travailleurs du secteur privé et public, et en particulier des administrations, des forces de l'ordre et des enseignants une politique d'information et de sensibilisation à la réalité multiculturelle et à la promotion d'une dynamique interculturelle dans notre pays ;
- que le dialogue interculturel soit aussi encouragé au niveau local par le soutien à des initiatives de terrain.

CLIMAT RACISTE ?



Ne vous laissez pas
contaminer par

les idées de
l'extrême droite



> mars 2008
un rendez-vous à ne pas manquer !

Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie
37 rue de la Poste - 1210 Bruxelles - Tél. 02 209 62 50 - Fax 02 218 23 71
mrxemrnx.be - www.mrx.be



Combats militants contre l'extrême droite

Les interviews du Ré.S.O.-J*

Comment convaincre les jeunes de porter leur choix sur des partis démocratiques ?

Comment prévenir, informer, sensibiliser sans être moralisateur ?

À la veille des élections, le Ré.S.O.-J a demandé à des personnes issues du monde associatif ou qui ont connu, voire connaissent encore un parcours militant dans des organisations de jeunesse, de s'exprimer sur le combat quotidien qu'ils mènent contre l'extrême droite, dans le cadre de leurs activités.

Plusieurs d'entre-eux, ont eu l'amabilité de répondre à nos questions...

* Toutes les interviews de ce numéro ont été réalisées par les détachés pédagogiques du Ré.S.O.-J, Marie-Pierre Smet et Christophe Deville.



Gaelle Lanotte



Alexandra Monteiro



Julie Fernandez Fernandez



Carlos Crespo

Gaelle Lanotte

Que représente pour vous l'extrême droite ?

C'est d'abord un danger extrême, qui concerne tout le monde. En général, on a tendance à réduire l'extrême droite à son discours de haine et de rejet de l'étranger et des personnes immigrées, alors que cela s'adresse à tout le monde. Si on regarde leur programme, les femmes, par exemple, ne sont utiles qu'au foyer, lorsqu'elles se chargent de l'éducation des enfants et de la maison.

Quelle est votre interprétation de la formule « lutter contre l'extrême droite » ?

C'est le combat pour la démocratie. Le paradoxe de l'extrême droite tient au fait que c'est la démocratie qui a permis son émergence alors que l'extrême droite veut réduire à néant la démocratie. Aujourd'hui, elle représente un million de personnes, il serait anti-démocratique de l'interdire. Pour moi, la lutte contre l'extrême droite est avant tout un combat pour la démocratie.

En tant qu'élue, quelle(s) action(s) mettriez-vous en place pour lutter efficacement contre l'extrême droite ?

Beaucoup de choses ont déjà été faites en matière de mises en garde, mais sans être véritablement efficaces puisque l'extrême droite continue de gagner du terrain. Il faut donc continuer et nous doter d'un arsenal juridique, bétonner un maximum la loi sur le financement des partis. Il faut également aller au-delà et pouvoir anéantir toutes les associations qui gravitent autour de l'extrême droite. Ce n'est pas suffisant, il faut également que les hommes et les femmes politiques pratiquent une politique sociale juste : un logement pour tous, un emploi pour tous, etc. Cela permettrait de contrer les arguments de l'extrême droite. Il faut adopter une attitude irréprochable dans la gestion politique. Il faut continuer la prévention, la sensibilisation auprès des jeunes et attirer leur attention sur le fait que l'extrême droite ne se résume pas à mettre tous les étrangers dehors mais qu'elle a beaucoup d'autres projets liberticides.

Pourriez-vous citer une phrase que vous prononceriez pour dissuader les citoyens de voter en faveur de l'extrême droite ?

J'aime beaucoup le slogan de la campagne *FGTB Liège-Huy-Waremme* « Avec l'extrême droite, la cible, c'est toi ». Ca illustre bien que nous sommes tous concernés, au-delà des personnes d'origines étrangères.

Un mot pour un autre :

Élu :	Représentant
Citoyen :	Actif
Sans-papiers :	Inconnu, Insécurité (pour les Sans-papiers !)
Racisme :	Haine, Préjugés
Justice :	Équité
Sport :	Santé
Loisirs :	Plaisir
Flandre :	Belgique
Social :	La clef

Alexandra Monteiro

Que représente pour vous l'extrême droite ?

L'extrême droite et ses « valeurs » représentent pour moi ce qui a de plus anti-démocratique. L'extrême droite est synonyme de peur de l'autre, d'intolérance et de conservatisme. Il est inacceptable qu'à notre époque, avec l'Europe et la mondialisation qui entraîne un accroissement des flux migratoires, une telle vision de la société puisse exister et trouver écho au sein de la population.

Quelle est votre interprétation de la formule « lutter contre l'extrême droite » ?

Lutter contre l'extrême droite, c'est lutter contre les ennemis de la démocratie telle que nous la connaissons aujourd'hui. Lutter contre l'extrême droite, c'est lutter contre des gens qui refusent le progrès. C'est aussi mettre divers moyens en place afin de conscientiser les gens aux conséquences néfastes d'un tel mode de pensée. Et que ce n'est pas voter pour l'extrême droite qui va résoudre leurs problèmes.

En tant qu'élue, quelle(s) action(s) mettriez-vous en place pour lutter efficacement contre l'extrême droite ?

La première chose que je ferais serait de mettre en place une campagne de sensibilisation à grande échelle et à destination des citoyens, des pouvoirs publics et des pouvoirs privés. Ensuite, j'éviterai de donner trop de place aux partis et organisations d'extrême droite via la législation.

Pourriez-vous citer une phrase que vous prononceriez pour dissuader les citoyens de voter en faveur de l'extrême droite ?

« Voter pour l'extrême droite, c'est refuser de voir le monde actuel et ses richesses. C'est fermer les yeux contre les richesses de la différence, c'est l'inconscience des conséquences de vos actes ».

Un mot pour un autre :

Élu :	Représentant du Peuple
Citoyen :	Respect
Sans-papiers :	Régularisation
Racisme :	Intolérance
Justice :	Balance
Sport :	Épanouissement
Loisirs :	Évasion
Flandre :	Repli sur soi
Social :	Indispensable

Julie Fernandez Fernandez

Que représente pour vous l'extrême droite ?

Un danger pour les valeurs démocratiques. Le constat est clair : son discours simpliste, raciste, réducteur, pervers est d'une efficacité redoutable. On assiste de plus en plus souvent à une banalisation de certaines idées de l'extrême droite, une relative tolérance face à des attitudes racistes, xénophobes, réductrices. Pourtant l'extrême droite, c'est l'intolérance, c'est la violence verbale et physique. La recherche de boucs émissaires, le plus souvent les personnes les plus fragiles de notre société : les malades, les pauvres, les faibles, les femmes, les étrangers, les chômeurs. L'extrême droite veut une organisation de la société basée sur l'idée que les individus qui la composent sont naturellement inégaux, et ça c'est inacceptable.

Quelle est votre interprétation de la formule « lutter contre l'extrême droite » ?

L'extrême droite doit être considérée comme un symptôme et donc traité comme tel. Les campagnes spécifiques de dénonciation des programmes et des idées d'extrême droite sont nécessaires mais certainement pas suffisantes. Diaboliser ses électeurs n'est pas la solution. Lutter contre l'extrême droite, c'est une attention de tous les jours. Il faut constamment être vigilant. Le succès de l'extrême droite réside notamment dans sa capacité à capter à son profit les peurs des gens et poser les bonnes questions en y apportant des réponses simplistes porteuses de haine et de rejet. La meilleure façon de contrer l'extrême droite, c'est de révéler les contradictions, en parlant chiffres, faits et mesures tangibles. Dénoncer le type de société qu'elle propose. Oter son masque de pseudo respectabilité et surtout par notre action politique, être à l'écoute des citoyens et répondre à leurs attentes.

En tant qu'élue, quelle(s) action(s) mettriez-vous en place pour lutter efficacement contre l'extrême droite ?

Sans aucun doute, la première des mesures est le maintien du cordon sanitaire et la position commune et unanime des partis démocratiques. Il faut encourager des manifestations comme la campagne « 500 JOURS POUR LA DEMOCRATIE » organisée à Liège par les quatre mouvements de jeunes des partis démocratiques et qui peuvent réellement sensibiliser les jeunes... Les électeurs de demain. Ou encore « Les Territoires de la Mémoire » qui vise à combattre et dénoncer les atrocités de l'extrême droite et tente de transmettre l'histoire au travers de l'action « Passeur de Mémoire ». Il est indispensable de donner ou redonner aux jeunes l'envie de participer au débat citoyen. Faire en sorte qu'ils possèdent les clés pour décoder le langage de l'extrême droite. Enfin, il est nécessaire d'appliquer plus fermement encore la loi qui renforce les possibilités légales de suspendre voire de supprimer le financement des partis politiques non démocratiques, racistes et xénophobes.

Pourriez-vous citer une phrase que vous prononceriez pour dissuader les citoyens de voter en faveur de l'extrême droite ?

« Voter extrême droite, c'est mettre en péril vos libertés, celles de vos proches, de vos amis, de votre famille ».

Un mot pour un autre :

Élu :	Service
Citoyen :	Égalité
Sans-papiers :	Régularisation
Racisme :	Rejet
Justice :	Social
Sport :	Collectif
Loisirs :	Amis
Flandre :	Voisin
Social :	Essentiel

Carlos Crespo

Que représente pour vous l'extrême droite ?

Pour moi, c'est la négation de toutes les valeurs que je défends : c'est à dire l'ouverture, la tolérance, le fait que toutes les personnes quelles que soient leurs origines, leur statut social, leur place dans la société méritent le même respect.

Je pense que le projet politique de l'extrême droite est vraiment aux antipodes de celui que je défends. Je crois que c'est une force politique à combattre parce qu'elle véhicule des idées de haine, qu'elle est *excluante* et qu'elle est vraiment un danger pour la démocratie et pour la coexistence de tous.

Quelle est votre interprétation de la formule « lutter contre l'extrême droite » ?

J'imagine que cela a plusieurs aspects. Je pense que l'on peut lutter contre l'extrême droite de différentes façons. Ainsi, pour prendre un exemple, il faut pour les partis francophones, continuer sur la ligne suivie depuis maintenant quelques années au niveau de la lutte contre l'extrême droite. C'est à dire : refuser de dialoguer avec ces partis, refuser de débattre, puisque le débat dans ce cas-là est vicié car on a en face de nous des interlocuteurs dont les discours simplistes peuvent susciter une adhésion de prime abord des

personnes qui assistent au débat. Un exemple de proposition simpliste de l'extrême droite, j'ai un jour entendu quelqu'un, je ne sais pas si c'était du Front National ou du Vlaams Belang dire : « Le problème du chômage, il est facile à résoudre, il y a un million de chômeurs et un million d'étrangers. Donc, si on renvoie le million d'étrangers, le million de chômeurs trouvera un emploi. » C'était quand même un bel exemple de la démagogie et du poujadisme, qui sont généralement le propre du discours de l'extrême droite.

En tant qu'élu, quelle(s) action(s) mettriez-vous en place pour lutter efficacement contre l'extrême droite ?

Je pense, comme je viens de le dire, qu'il faut continuer à refuser le débat et maintenir le cordon sanitaire. Je pense que c'est important et qu'il est également essentiel de mener des politiques qui permettent le maintien, voire le rétablissement de la confiance du citoyen envers les institutions. Cela implique une lutte contre certaines pratiques politiques condamnables, comme toutes ces séries de cas de corruption qui ont jeté l'opprobre sur le monde politique. Il faut aussi des politiques qui luttent contre la précarisation :

On parle beaucoup en cette période du traumatisme des dernières élections présidentielles françaises où Jean-Marie Le Pen était passé au second tour. Je me rappelle encore le discours de cet odieux personnage. Pour lui, un des principaux enseignements qu'il disait retirer du scrutin, était le fait que le Front National devenait le premier parti ouvrier de France. C'est clair que par rapport à ceux qui sont dans la précarité, qui souffrent, qui sont exclus, il importe de mener toute une série de politiques pour justement lutter contre cette précarité et apporter des solutions aux gens qui vivent au jour le jour des difficultés considérables. Que ce soient des travailleurs qui ont un emploi précaire, les travailleurs qui sont licenciés, des allocataires sociaux, ceux qui ont des allocations de chômage, ceux qui émargent au CPAS ; il faut vraiment leur assurer des conditions de vie dignes. Et ainsi, leur prouver que le politique peut faire beaucoup pour eux et qu'ils ont tout à gagner d'un investissement plus accru dans la sphère politique, à se rapprocher du débat politique, participer aux élections et se réintéresser à la chose publique. Je pense que c'est assez essentiel de sortir du cadre habituel de lutte contre l'extrême droite, qui montre le côté pernicieux de leurs idées, ce qui est nécessaire. Par contre, c'est vrai qu'au niveau des politiques qui sont menées, il faut éviter de jeter les gens dans les affres de la précarité, ce qui équivaut clairement, pour toute une série d'entre eux, à les jeter dans les bras des partis d'extrême droite. Je pense que c'est essentiel.

Pourriez-vous citer une phrase que vous prononceriez pour dissuader les citoyens de voter en faveur de l'extrême droite ?

Je dirai que voter pour l'extrême droite, c'est exclure une partie des gens de la société, tout simplement.

Un mot pour un autre :

Élu : Représentant

Citoyen : Acteur

Sans-papiers : Futur citoyen

Racisme : Haine

Justice : Sociale

Sport : Loisir

Loisirs : Divertissement

Flandre : Région

Social : Essentiel



Jean Cornil

En tant que sénateur, comment avez-vous lutté et luttez-vous toujours contre l'extrême droite ?

Jean Cornil - La lutte contre l'extrême droite, le nazisme, le fascisme, est d'abord un combat de citoyen. Un de mes souvenirs politiques les plus importants est la manifestation extrêmement tendue à laquelle nous participions pour protester contre la venue de Le Pen en Belgique, en 1984. Il avait été invité par le Bourgmestre de Schaerbeek de l'époque. C'était ma première confrontation avec eux.

Plus tard, j'ai travaillé à la confédération des jeunes socialistes sur ce sujet. Nous avons réalisé plusieurs dossiers pédagogiques et de nombreux débats sur l'extrême droite et la place qu'il fallait lui laisser. L'objectif était d'amener les jeunes à considérer la filiation de l'extrême droite en France et en Belgique et de s'atteler à ce qu'ils comprennent que la Shoah n'était pas arrivée par hasard mais qu'elle était le résultat d'un projet politique.

Dans les années 80, les questions philosophico-politiques « Faut-il une liberté d'expression pour les ennemis de la liberté ? Jusqu'où va la démocratie ? » divisaient l'opinion publique et le monde politique.

Au cabinet de Laurette Onkelinx, dans les années 90, nous avons publié un livre sur le *Vlaams Blok* avec Hugo Gijssels, journaliste flamand, spécialiste de l'extrême droite. Il s'agissait de la première tentative d'expliquer en profondeur les origines du mouvement et de faire une véritable analyse de ce parti.

J'ai ensuite assuré la fonction de directeur francophone au Centre pour l'Égalité des Chances et la lutte contre le racisme durant 8 ans. Là, nous avons mis en œuvre plusieurs actions de lutte contre le *Vlaams Blok* pendant qu'il déposait des propositions de loi visant à supprimer le centre.

Notre travail comportait d'une part un volet pédagogique de lutte contre le racisme et la xénophobie. Des formations ont été proposées aux enseignants, à la police, nous avons travaillé avec les enfants, les magistrats, les fonctionnaires, ...

D'autre part, en même temps, nous avons déposé plainte contre le *Vlaams Blok* pour infraction à la loi de 1981 contre le racisme et nous avons constitué un dossier. Le procès a abouti après de longues années de procédure et le *Vlaams Blok* a été condamné pour incitation à la haine raciale. C'est d'ailleurs à partir de cette condamnation qu'ils ont pris le nom de *Vlaams Belang*.

En collaboration avec le directeur flamand du centre, Yohann Lemman, et tous les collaborateurs, nous avons obtenu la révision de l'article 150 de la constitution qui concerne le délit de presse pour que les articles à caractère raciste ou antisémite puissent être correctionnalisés. Il y a donc eu des jugements contre la propagande raciste.

Le vice-premier ministre de l'époque, Elio Di Rupo, la Poste et le centre ont également signé un protocole d'accord pour que la Poste interpelle le Centre afin que celui-ci puisse juger si certaines publications étaient éventuellement empreintes de racisme.

Fort de son pouvoir de recommandation politique, le centre s'est beaucoup impliqué avec les parlementaires afin de constituer un véritable arsenal législatif permettant de limiter l'influence de l'extrême droite.

Nous avons, par exemple, travaillé sur la dotation publique du parti. Nous nous trouvions face à un paradoxe puisque le *Vlaams Blok* violait la loi de 1981 contre le racisme tout en bénéficiant d'une dotation publique pour ses activités politiques. Nous nous sommes battus pour que cette loi soit votée et qu'elle puisse être appliquée... nous ne sommes d'ailleurs pas encore au bout ! Il y a encore un débat permanent et des sensibilités différentes au nord et au sud du pays sur cette question-là.

En 2001, je suis arrivé au parlement, en face du *Vlaams Blok* puisque le parti est représenté à la Chambre et au Sénat. J'ai alors déposé une série de propositions de loi qui n'ont pas abouti. L'une d'entre elles, déposée avec Philippe Mahoux, vise l'interdiction de distribution par la Poste de propagande raciste. Malheureusement, notre projet n'a pas encore recueilli de majorité parlementaire.

Je pense que la lutte contre le *Vlaamse Belang* et le *Front National* est avant tout un combat civique, un combat d'éducation, de sensibilisation et de formation. Il faut convaincre les gens, essayer de leur faire comprendre ce à quoi peut aboutir l'extrême droite. Vient ensuite un travail plus difficile, un travail répressif qui est de faire appliquer la loi anti-raciste que nous avons obtenue.

À l'aube des élections législatives, craignez-vous une avancée de l'extrême droite ?

C'est difficile à dire. Il faut toujours le craindre. Aux dernières élections communales, nous redoutions qu'Anvers devienne ingouvernable. Or, le bourgmestre sortant du *sp. a* a réussi à limiter considérablement l'influence du *Vlaams Belang*.

Le premier tour des élections présidentielles françaises nous a montré un net recul du Front National (même s'il conserve un score important avec 11% des voix !).

Il faut tout de même rester prudent et continuer inlassablement ce combat en pratiquant une politique proche des citoyens, une politique de formation, de sensibilisation, de répression des infractions.

On peut constater que les mouvements à caractère raciste, xénophobe, homophobe, les partis politiques et associations très conservateurs resurgissent régulièrement (en Espagne, en Pologne, au Danemark, ...) Il faut y être extrêmement attentifs !

Personnellement, j'ai une position assez radicale (elle est évidemment irréaliste dans le contexte) qui est de dire que lorsqu'un parti enfreint la loi et professe ouvertement des idées fascistes, néo-nazies ou racistes, il doit être interdit. Quand on sait ce qu'a provoqué le parti d'Hitler dans les années 30, je pense qu'il faut être beaucoup plus radical; la démocratie doit pouvoir clairement se défendre.

On entend souvent parler, dans l'actualité, du fameux « cordon sanitaire ». Pensez-vous qu'il pourrait un jour être mis à mal ?

Je suis très perplexe à ce sujet. Du côté francophone, il n'y a aucune ambiguïté. Le discours des partis politiques a évolué considérablement. Aujourd'hui, le militant d'un parti francophone qui exprimerait des idées racistes irait au devant des pires ennuis (ce qui n'était pas le cas automatiquement il y a 20 ans). Le « politiquement correct » en matière de lutte contre l'extrême droite a conquis l'espace politique dans son ensemble.

Toutefois, il faut rester vigilant car le discours des personnes racistes a changé. Aujourd'hui, il se présente sous la forme suivante : « Nous n'avons rien contre les étrangers mais nos cultures sont incompatibles. Il est donc préférable que tout le monde reste chez soi ».

Du côté francophone, je pense qu'il n'y a pas de danger. Par contre, du côté néerlandophone, je suis beaucoup plus inquiet. Dans ma pratique quotidienne parlementaire, je vois les connivences, le dialogue. Chez nous, c'est le cordon sanitaire absolu, c'est-à-dire qu'on ne se dit pas bonjour, qu'on ne tient pas la porte dans le couloir. On ne vote JAMAIS avec le *Vlaams Belang*. Il est impensable de s'asseoir à côté d'un membre du *Belang*. Ce n'est pas le cas dans les partis néerlandophones où ils sont plus intégrés au paysage, plus « normalisés ». Ils ont donc un rapport de collégialité avec eux. N'allons pas dire que le monde politique néerlandophone est complice du *Vlaams Belang* ! Pas du tout ! Il y a des militants anti-fascistes convaincus et des gens qui sont plus tolérants et qui distinguent l'aspect personnel de l'aspect politique. De côté francophone, c'est vraiment un mur. Cela va de soi pour le *Vlaams Blok* et plus encore avec le *Front National*.

Il faut dire aussi que ces gens ne travaillent jamais ! Ils trompent les citoyens ! Moi qui suis vice-président

des affaires sociales du Sénat depuis quatre ans, je ne les ai jamais entendu prendre la parole dans la commission. Ils sont présents de temps en temps ; ils viennent lorsqu'il s'agit des questions en commission de l'intérieur à propos des étrangers ou des questions institutionnelles. Lorsqu'il s'agit des allocations de chômage, du prix de médicaments, de l'environnement, ils ne sont même pas présents ! Ils viennent chercher un jeton de présence le jeudi après-midi mais ils ne prennent jamais la parole. En 4 ans, ils ne sont pas montés à la tribune. Les gens qui votent pour eux gaspillent leur voix !

Quel message pouvez-vous donner aux jeunes pour que leur choix se dirige vers un parti démocratique ?

« *Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre* » ; je crois profondément en cette formule. A l'heure actuelle, il y a plus de dictature et de tyrannie sur la planète que de démocratie. Malgré toutes les critiques que nous pouvons faire à la démocratie, qui est par essence imparfaite, nous avons une chance inouïe d'être nés dans un des pays les plus riches de la planète, dans une période où, pour la première fois dans l'histoire de ce continent, la paix règne depuis 50 ans. Si l'on veut préserver cela, il faut bien réfléchir ! La qualité de la démocratie ne dépend que de nous ! Engagez-vous ! Où que ce soit, dans votre commune, dans un syndicat, dans votre école, dans une association... soyez acteur de votre vie et non pas uniquement un spectateur. Soyons maître de notre destin le plus possible, cela nous rendra un peu maître du destin collectif.

www.maisondesjustes.com

Des jeunes contribuent à la création d'un site Web pour les Justes parmi les Nations



Maurice KONOPNICKI, responsable de la Communauté juive et Président du C.I.D., nous a présenté le tout nouveau site Web de la Maison des Justes. Il a confié la création du site aux élèves de 6^e année de techniciens en infographie du CECS La Garenne, à Charleroi.

L'objectif est de pouvoir mettre en ligne les documents anciens, les photos, les listes de déportés juifs, cartes mais aussi de mettre en évidence les actions des Justes de Belgique qui ont sauvé les juifs du génocide en les cachant pendant la seconde guerre mondiale.

Grâce à ce site, le travail de mémoire est sauvé et circule sur la toile depuis le début du mois de mai.

C'est un hommage rendu public aux Justes qui ont sauvé les Juifs de la déportation faisant preuve de courage, de témérité et d'audace. De nombreuses vies ont ainsi été sauvées. À souligner que ces actes de bravoure n'étaient pas sans risque pour les Justes.

Le site est accessible à l'adresse suivante : www.maisondesjustes.com

Rendez-lui visite et qui sait vous y découvrirez peut-être une connaissance, un proche, un ami, un voisin... faisant partie de la Communauté des Justes parmi les Nations !



Le Triangle Rouge
Label Citoyen

Pour résister aux idées d'extrême droite.
www.trianglerouge.be

Une campagne à l'initiative
des Territoires de la Mémoire

Le Triangle Rouge

Label Citoyen pour démocrates engagés

Communiqué de presse

A un mois des élections législatives, les Territoires de la Mémoire lancent une nouvelle campagne de communication « Triangle Rouge : label Citoyen, pour résister aux idées d'extrême droite ». Celle-ci véhiculera un message résolument positif : la progression des idées d'extrême droite n'est pas inéluctable, le cordon sanitaire citoyen se renforce et le « harcèlement démocratique » (qu'il soit associatif, politique, judiciaire ou médiatique) se poursuit de manière intensive.

À cette occasion, les Territoires de la Mémoire ont décidé de mettre en valeur ces citoyens qui, chaque jour, marquent leur attachement aux valeurs démocratiques en portant le triangle rouge. Rappelons qu'à l'origine, ce bout de tissu était imposés aux prisonniers politiques résistant au régime nazi dans les camps de concentration.

Les visuels de la campagne montrent des citoyens sereins, déterminés et optimistes. Des citoyens qui affichent ainsi leur choix d'une société où le « bien vivre ensemble » prime sur le « laisser-aller individualiste » et le repli sur soi ainsi que leur refus du retour des idées d'extrême droite, tout en travaillant à l'amélioration de cette société.

Le but : inciter les démocrates à s'afficher en portant le Triangle Rouge. Pas moins de 200.000 pin's seront donc distribués gratuitement via des partenaires tels que des associations, des entreprises privées, des communes, des centres culturels ou des CPAS. 90.000 pin's sont d'ores et déjà mis en circulation avant même le lancement de la campagne.

Ce lancement officiel intervient à la date emblématique du 8 mai, journée qui marque la fin du régime nazi. Spectacle, concerts et exposition émailleront cette journée. La mise en scène permettra aux visiteurs de plonger dans le passé pour mieux se préparer à l'avenir.

La campagne Triangle Rouge, initiée en 2006, avait reçu un accueil plus qu'enthousiaste : le pin's avait rencontré un vif succès auprès de milliers de citoyens, dont un grand nombre de jeunes. Gageons que toutes les générations ne manqueront pas de l'arborer dans un avenir proche.

Renseignements :

www.trianglerouge.be

Le pin's est disponible :

- Aux Territoires de la Mémoire - Boulevard d'Avroy, 86 à 4000 Liège - 04 232 70 60
- Sur nos stands et à l'occasion de nos activités
- En envoyant un timbre et adresses aux Territoires de la Mémoire (3 pin's max. renvoyés en retour par courrier).

Le Triangle Rouge
label Citoyen

Pour résister aux idées d'extrême droite.
www.trianglerouge.be

Une campagne à l'initiative des Territoires de la Mémoire

Le Triangle Rouge
label Citoyen

Pour résister aux idées d'extrême droite.
www.trianglerouge.be

Une campagne à l'initiative des Territoires de la Mémoire

Le Triangle Rouge
label Citoyen

Pour résister aux idées d'extrême droite.
www.trianglerouge.be

Une campagne à l'initiative des Territoires de la Mémoire

RésistanceS

10 ans d'activisme et de combat contre l'extrême droite

RésistanceS a 10 ans ! *

Le 1er mai 1997, lors de la Fête du Travail organisée à Bruxelles, l'équipe de RésistanceS, mise sur pied en 1996, sortait son premier numéro. A l'époque, notre moyen d'information était un « journal papier ». L'année d'après, nous sommes également apparus sur Internet.

Depuis, que de chemin parcouru ! Du papier au Net, du Net au terrain, en passant par les médias belges et étrangers : du quotidien japonais Asahi Shimbun (17 millions d'exemplaires), à la télévision arabe internationale Al Jazeera, sans oublier l'ORF (télévision autrichienne), Euronews, les quotidiens le Monde, le Figaro, El Manifesto, El Pais... Durant ses 10 ans d'activités intenses, RésistanceS s'est également adressé à un large public, via de multiples conférences-débats données un peu partout en Belgique : à Bruxelles, à Liège, à Ath, à Namur, à Louvain-la-Neuve, à Bruges, à Anvers... ou en France, comme à Paris, à Vitrolles, à Marseille, à Strasbourg, à Lille...

Au fil du temps, RésistanceS est devenu une référence incontournable pour les médias mais également pour un large public. Proposant des informations inédites, des enquêtes d'investigation et des dossiers d'analyse rigoureux, RésistanceS s'est très vite transformé en Observatoire belge de l'extrême droite. (...)

Nadia Geerts & Manuel Abramowicz

* Extrait du texte d'introduction au Dossier des 10 ans de RésistanceS, sur www.resistances.be

Manifeste de fondation de RésistanceS (1997)

Devant les progrès de l'extrême droite et son influence croissante sur les politiques des partis traditionnels, les démocrates commencent un peu partout à se mobiliser.

Des initiatives citoyennes sont prises sur le terrain, s'organisent et se coordonnent. RésistanceS, dans une optique pluraliste et indépendante, se propose de contribuer à ce combat en tant qu'organe d'information et d'échange.

Son but est d'apporter, à ceux qui luttent sur le terrain, une meilleure connaissance de la situation dans les autres régions du pays et des informations plus complètes sur l'extrême droite et ses agissements.

RésistanceS se veut aussi un lieu de réflexion.

En résumé, ses objectifs sont :

- Mettre au jour la véritable nature des partis d'extrême droite, leurs filiations idéologiques, leurs procédés et leurs magouilles financières.
- Mieux comprendre l'attrait exercé par l'extrême droite sur certains électeurs, et développer des arguments pour les en préserver.
- Montrer que les recettes proposées par l'extrême droite ne constituent pas une alternative pour résoudre la crise.
- Dénoncer les dérives dans les partis traditionnels et dans la société civile.
- Fournir un réseau d'information au service des antifascistes.

RésistanceS
Le site de ceux qui résistent
Depuis 10 ans actif... du papier au Net !

La revue **RésistanceS** est née en mai 1997, il y a tout juste 10 ans.
Depuis, elle poursuit son combat sur Internet : www.resistances.be
Au fil des années, **RésistanceS** est devenu l'« Observatoire belge de l'extrême droite ».
Une référence incontournable en matière d'information et d'analyse des partis, organisations et programmes politiques liberticides.
Résister à l'extrême droite et à son influence dans la société est la mission de **RésistanceS**. Une action au bénéfice de l'ensemble de la population.
Soutenez vous aussi ce projet en versant un don (sur le compte bancaire de **RésistanceS**) et en visitant régulièrement son site Internet.

n° 310-1618732-82
www.resistances.be

Hugo Gijssels (à droite), militant antifasciste anversois (1950-2004), père du « cordon sanitaire » contre l'extrême droite et parrain de RésistanceS, lisant son premier numéro, format papier.

Création graphique : ZINC - 03 05 25 45

Les Faucons rouges

Campagne : « Une démocratie pour la vie »

Autriche, Danemark, Suisse, France, Belgique... Nombreux sont les exemples où les droites extrêmes européennes ont augmenté leur électorat et accru leur influence néfaste ces dernières années.

Bien sûr, il y a des constantes qui permettent de mieux comprendre les origines de cette lame de fond partie à l'assaut des démocraties et dont le déferlement inquiète.

L'idée d'une grande internationale de l'extrême droite est sans doute, pour certains, séduisante, mais elle relève davantage du fantasme que de la réalité. Le danger ne se situe pas là.

Le véritable danger à l'échelon international serait que des alliances se créent au sein du Parlement européen.

Notre mouvement de jeunesse présent et actif dans de nombreux pays européens unit ses efforts pour lutter contre cette gangrène. En effet, il existe, dans nombre de pays, un électorat latent bien réel qui pourrait se sentir légitimé pour passer des idées confuses à l'acte politique.

C'est également une réalité chez nous ! En Flandre, le dangereux Vlaams Belang est plus que jamais à l'affût. Mais ne négligeons pas non plus le danger provenant du côté francophone. L'extrême droite y est certes moins organisée qu'au nord du pays mais méfions-nous de la bête qui dort ! Combien de personnes ne verraient-elles pas d'un bon œil l'avènement d'un Le Pen belge ?

Dans le cadre des élections fédérales du 10 juin 2007, notre mouvement des Faucons Rouges a lancé une nouvelle campagne européenne de sensibilisation des jeunes contre le retour de l'extrême droite. Le message clair qui vise à éviter que les idées extrémistes ne gagnent du terrain a comme double support des affiches et des cartes postales qui sont diffusées à l'échelon européen.

Mais notre travail de sensibilisation et d'information des jeunes ne s'arrête pas là. Il est déjà bien entamé à l'échelle communautaire et régionale où les Faucons Rouges s'impliquent depuis de nombreux mois dans une multitude de démarches démocratiques avec autant de zèle que l'urgence se fait sentir. En effet, à quelques semaines des prochaines élections, il faut à tout prix aider nos jeunes à ouvrir les yeux afin d'éviter que des idées confuses et erronées ne se transforment en acte politique !

en campagne contre l'extrême droite



Campagne : « Non aux amalgames et aux préjugés ! »

Du 1^{er} au 8 avril 2007, 80 jeunes européens étaient réunis au Domaine provincial de Wégimont, en province de Liège à l'initiative des Faucons Rouges de la Communauté française de Belgique.

Les jeunes Anglais, Finlandais, Hongrois, Lettons, Allemands et Belges ont œuvré à la mise en place d'une large campagne européenne lancée au départ d'un travail de réflexion et d'information autour de la problématique du port des signes religieux et philosophiques au sein des institutions.

Le but était de créer, ensemble, une large campagne européenne de sensibilisation des jeunes pour la défense de la liberté d'expression et la lutte contre le danger des amalgames et des préjugés.

S'il est vrai qu'une part de ces amalgames peuvent être qualifiés d'« involontaires » quand ils ont pour origine l'ignorance ou la méconnaissance de l'autre, il est clairement établi qu'une grande majorité des préjugés ancrés chez de nombreux jeunes sont ouvertement provoqués par l'extrême droite qui en use à outrance comme arme de propagande en exacerbant l'intolérance et la xénophobie.

Durant l'accueil européen d'avril, chaque jeune a pu présenter les situations et réactions vécues dans son pays. Les avis sur la question ont été échangés. Lors de la phase créative, les supports pour la campagne européenne ont été proposés et sélectionnés. Des slogans clairs et parlants ont été imaginés. Des logos et des illustrations explicites ont été créés. Les jeunes ont enfin dévoilé leurs avant-projets de campagne lors d'une journée spéciale de présentation le samedi 7 avril 2007 en présence d'Anne-Marie LIZIN, Présidente du Sénat ; Philippe COURARD, Ministre des Affaires Intérieures et de la Fonction Publique ; Christie MORREALE, Vice-Présidente du Parti Socialiste ; Marc TARABELLA, Parlementaire européen, Véronique DE KEYSER, Parlementaire européenne, Charles JANSSENS, Député Bourgmestre de Soumagne et Président de RTC-Liège, Marcel CONRADT, assistant parlementaire, Albert DENOËL, Directeur du Domaine Provincial de Wégimont.

Tous les modèles et les maquettes créés par les jeunes durant l'échange vont nous permettre de nous lancer dans la phase la plus attendue du projet : la production puis la large diffusion des outils de notre campagne européenne.

Notre volonté est de diffuser un message clair vers d'autres jeunes afin d'éviter que dans plusieurs pays, les idées extrêmes et intolérantes dues aux amalgames involontaires mais aussi souvent provoqués ne gagnent du terrain.

Pour assurer un maximum de visibilité et d'efficacité à notre campagne européenne, la diffusion ne se limitera pas aux 6 pays dont sont originaires nos délégations participantes mais s'étendra à l'ensemble des pays de l'union européenne.

Notre site Internet spécifique sera finalisé grâce à l'apport constructif et collectif de l'ensemble des participants.

Le point d'orgue de notre campagne de diffusion et de sensibilisation sera l'organisation d'un grand lâcher de ballons effectué de manière simultanée dans l'ensemble des pays européens. La date choisie pour cette action solidaire symbolique, est tout aussi symbolique : il s'agit du **mardi 20 novembre 2007, journée mondiale des Droits de l'Enfant.**



Animation-débat au CIDJ

Bouc émissaire & lutte contre les discriminations

Dans le cadre de la Semaine d'Actions Contre le Racisme, le Centre d'Information et de Documentation pour Jeunes a organisé, le 23 mars, une rencontre centrée sur la lutte contre les discriminations. L'activité a rassemblé une dizaine de participants issus d'associations (Dynamo, Emecoj, MJ Antirides), du service de prévention d'Uccle, du CPAS de Bruxelles et du milieu étudiantin.

La rencontre a débuté sur les « planches » : par petits groupes, les participants ont interprété (dans tous les sens du terme) une situation illustrée par un dessin, issu du dossier pédagogique « Racismes et discriminations »*. Trois interprétations pour trois réalités à épingler...

La première histoire : Une femme, Isabelle, appelle un propriétaire pour s'informer sur le bien qu'il met en location. Le propriétaire, très avenant, explique les modalités de visite et demande le nom de son interlocutrice. Isabelle Bakomba. Aux consonances exotiques du nom de famille, le propriétaire est manifestement moins « chaud ». Lorsqu'il apprend que les candidates locataires forment un couple homosexuel, il remet à plus tard le rendez-vous, son agenda s'étant subitement rempli...

La seconde histoire : Un jeune veut faire partie d'un groupe de jeunes, du « clan ». L'un d'eux lui explique alors qu'il doit montrer sa bravoure pour être accepté par les autres. Preuve de bravoure : agresser une dame et la voler. Le jeune passe à l'acte.

La troisième histoire : Un jeune d'Uccle, nanti, s'est fait agresser pour un MP3. Les agresseurs étaient d'origine arabe et l'ont tabassé. Une semaine plus tard, il aperçoit dans la rue un groupe de jeunes d'origine maghrébine. Il est rempli de peurs, croyant qu'ils sont un danger pour lui. De leur côté, le groupe sent de la part de ce jeune un rejet. « Il se croit mieux que nous, le bourge ? » A voir son attitude, l'un pense aux copains de classe qui ne veulent jamais rien lui prêter, pas même une latte. Les jeunes, à se voir rejetés, sont de plus en plus nerveux. La tension monte. Près d'eux, un homme, qui observe la scène. Dans sa tête défilent une série de stéréotypes sur ces « bronzés au chômage ».

De ces situations très concrètes découlent plusieurs questions : comment les discriminations se mettent-elles en place ? Comment sont-elles entretenues ? Comment lutter contre ces discriminations ? Sans vouloir résumer l'ensemble des échanges du 23 mars, voici quelques réflexions.

Les discriminations sont le résultat de représentations construites par les individus et transmises au travers des médias, des institutions, de l'école, de la famille. Elles s'inscrivent dans une société qui fonctionne sur la dynamique du dominant-dominé. Rejeter l'Autre, c'est aussi vouloir s'affirmer, renforcer une identité. Le rejet de l'Autre est parfois aussi le résultat de malentendus et d'incompréhensions, parce qu'on a d'autres codes, et d'autres modes de pensée...

Lutter contre les stéréotypes, c'est aussi montrer qu'au-delà de la représentation (qui, rappelons-le, est une simplification de la réalité), il y a des personnes, dans leur complexité, inscrites dans une mosaïque d'identités. Si l'on en est conscient, on ira plus facilement vers l'Autre, le différent.

Ce mouvement doit aller dans les deux sens. En effet, une personne issue d'un groupe social discriminé peut parfois renforcer le mécanisme d'exclusion, dans lequel elle se reconnaît, et renvoyer systématiquement l'Autre, le différent, dans le schéma du discriminant. Elle est et reste alors toujours une victime.

Que faire, par ailleurs, face à des discours d'extrême droite ? Vouloir convaincre à tout prix ne semble pas être la meilleure des solutions. Avant tout, il faut créer un espace de parole et d'écoute, où le ressenti a sa place. Alors seulement, le travailleur social, comprenant le mode de représentation de l'autre, peut l'accompagner vers une approche plus nuancée de la réalité. La pièce de théâtre « Dérapages » est un bon point de départ pour ce type de sensibilisation : montrer la réalité des politiciens d'extrême droite et partir du ressenti des spectateurs pour

ensuite se distancer de l'émotif, rationaliser la perception qu'on a de l'Autre. Enfin, si la parole peut relayer ou alimenter une représentation stéréotypée de la réalité, elle sert aussi à lutter contre ces discriminations : s'exprimer, marquer son désaccord face à des discours ou des attitudes discriminatoires est un moyen, à la portée de tous, pour aider à ce que les mentalités changent.

Les animateurs et éducateurs sont donc des personnes-clés pour lutter, au quotidien et dans une double attitude d'écoute et d'action, contre les dynamiques d'exclusion.

Isabelle De Vriendt

* « Racismes et discriminations », Animation n°2 des « Fiches pédagogiques », page 118.



Une journée spéciale à l'Athénée Jean Absil...

pour réfléchir à la thématique « Moi et les autres » »

Ce jeudi 26 avril, le CIDJ a participé à une journée thématique, organisée par l'Association des Parents de l'Athénée Royal Jean Absil (Etterbeek). Destinée à l'ensemble des élèves de l'établissement scolaire, cette journée avait pour but de les sensibiliser aux multiples facettes de ce qu'on appelle communément le « Vivre ensemble », et ce, sous l'appellation suivante : « Moi et les autres ». La volonté des organisateurs était de mettre l'accent sur trois axes de cette thématique : les droits et les obligations de chacun dans ses rapports avec les autres, le rapport aux autres et la construction de la personnalité, et enfin, l'impact des comportements individuels sur la collectivité.

Par l'intermédiaire, entre autres, de la plate-forme « Démocratie & Education à la citoyenneté » (émanant du CJEF), l'Association de Parents a contacté une série d'associations proposant des animations en lien avec la thématique. Il y avait du défi dans l'air puisqu'il fallait mettre en place trois animations pour chacune des 41 classes que compte l'Athénée en question. Un sacré casse-tête !

Suite à cette demande, nous avons mené trois animations extraites de notre outil pédagogique « Racismes et discriminations » (www.cidj.be) : l'une sur les stéréotypes, la seconde sur la notion de « bouc émissaire » et la dernière sur la peur de l'autre. Des classes bien nombreuses et plutôt participatives ont réservé un bon accueil à l'événement et aux activités que nous avons mises en place à cette occasion.

Une question reste bien évidemment toujours en suspens par rapport à ce genre d'intervention : quel est l'impact d'une telle journée si elle n'est pas exploitée par la suite, lors du retour à la vie « normale dans l'école » ? Gageons donc que les enseignants rebondiront sur les apports des activités de la journée et réjouissons-nous d'avoir, au minimum, donné aux jeunes l'occasion d'apprendre et de s'exprimer au sujet de ce thème qui n'a pas fini de faire couler de l'encre !

Cécile Girboux



Quels défis pour la lutte contre le racisme en Europe

Le Réseau européen contre le racisme (ENAR) est un réseau d'ONG européennes œuvrant pour lutter contre le racisme dans tous les Etats membres de l'UE et représente plus de 600 ONG réparties dans toute l'Union européenne. Il constitue l'une des grandes réalisations de l'Année européenne contre le racisme de 1997. ENAR est fermement résolu à lutter contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie, à promouvoir l'égalité de traitement entre citoyens de l'UE et ressortissants de pays tiers et à assurer la liaison entre les initiatives locales/régionales/nationales et les initiatives européennes.



L'Europe a joué un rôle clé ces dernières années dans l'élaboration d'un agenda commun en matière d'anti-discrimination. Malgré ces développements positifs, des minorités ethniques et religieuses continuent à être victimes de racisme et de discriminations de façon persistante dans toute l'Union européenne. En outre, le cadre politique de l'Union européenne est confronté à l'impact du terrorisme en Europe. On a pu également observer une *sécuritarisation* de la politique migratoire en Europe, qui met l'accent sur la lutte contre l'immigration « illégale » et la sauvegarde des frontières. Un glissement politique vers l'extrême droite s'est également manifesté avec l'instauration d'un groupe politique au Parlement européen regroupant des partis d'extrême droite de différents Etats membres, lequel demeure un défi constant et sérieux pour le mouvement de lutte contre le racisme.

L'adoption de l'article 13 du Traité d'Amsterdam en 1997 et les directives relatives à l'égalité subséquentes ont été saluées comme un tournant décisif dans la lutte contre les discriminations en Europe. Pourtant le racisme et les discriminations continuent de se manifester dans l'emploi, l'éducation, la santé, le logement ainsi que l'accès aux biens et aux services. La transposition et la mise en œuvre des directives relatives à l'égalité ont suscité de nombreuses déceptions. Il faut dès lors et plus que jamais que la législation soit correctement mise en œuvre dans tous les Etats membres de l'UE.

Un autre défi majeur reste l'inclusion économique et sociale des minorités ethniques et religieuses. Ces minorités comptent parmi les groupes les plus exposés à la pauvreté et à l'exclusion sociale. L'exclusion de l'emploi, des soins de santé, du logement et de l'éducation continue à miner le vécu quotidien de millions de membres de minorités ethniques dans l'ensemble de l'Europe. Le racisme et les discriminations sont des facteurs essentiels de l'exclusion des minorités ethniques du marché du travail. L'agenda européen en matière d'inclusion sociale offre une occasion, qui n'a pas encore été pleinement saisie, de combattre ces phénomènes.

L'Europe continue à connaître des problèmes de violence et délits racistes perpétrés contre des minorités

ethniques et religieuses. Il est difficile de quantifier les manifestations de violence raciale dans la mesure où la collecte de données officielles sur la violence raciste est inexistante ou requiert un développement plus poussé dans de nombreux pays de l'Union européenne. Le 20 avril 2007, le Conseil des Ministres européen a trouvé un accord politique sur une décision-cadre concernant la lutte contre le racisme et la xénophobie, un instrument qui permettra de pénaliser le délit raciste dans certaines circonstances.

La migration et l'intégration des ressortissants de pays tiers fait l'objet d'un important débat dans l'ensemble de l'Union européenne. La plupart des Etats membres de l'UE connaissent des phénomènes de migration et sont confrontés à des défis d'intégration. Dans toute l'Europe, un certain nombre de migrants se trouvent socialement exclus et soumis à diverses formes de discriminations en termes d'accès aux droits, à l'emploi, à l'éducation et aux services sociaux. Bon nombre d'approches politiques ont reconnu à ce jour que l'antiracisme et la lutte contre les discriminations représentaient des éléments importants d'une stratégie d'intégration mais il est maintenant essentiel d'admettre que l'anti-discrimination est à la fois un mode d'action et une condition préalable pour une intégration réussie.

Il existe une expérience commune du racisme dans toute l'Union européenne aujourd'hui, même si les manifestations et les formes spécifiques du racisme varient selon les contextes et évoluent au fil du temps. La nature changeante bien que persistante du racisme représente un défi auquel doivent faire face tous ceux qui sont impliqués dans la lutte contre ce fléau. La législation européenne en matière de non-discrimination a un rôle positif à jouer mais doit plus que jamais être accompagnée d'approches intégrées permettant que la lutte contre le racisme soit au cœur de l'action des politiques publiques en matière de cohésion sociale, de promotion de la diversité et d'égalité des chances pour tous.

Pascale Charhon
Directrice d'ENAR

www.enar-eu.org

Qu'est-ce que le Portail Démocratie ?

Le Portail Démocratie a été créé en 2003 par la Fondation Roi Baudouin avec la collaboration des ministres de l'Enseignement des trois Communautés du pays.

Le Portail Démocratie développe des animations gratuites* d'une journée pour toutes les classes de la 5^e primaire à la dernière année du secondaire (professionnel, technique et général). Les animateurs - qui sont aussi des enseignants - partent de l'actualité et des questions des jeunes pour les sensibiliser à la « chose politique », aux valeurs de la démocratie et de la citoyenneté, pour les amener à une compréhension critique des institutions de la Belgique ou de l'Europe.

Le Portail Démocratie développe du matériel pédagogique téléchargeable* directement utilisable, pour préparer ou prolonger les animations, ou simplement pour traiter en classe le thème de la citoyenneté, de la démocratie et des institutions. De nombreux modules sont disponibles, par niveau, pour des élèves à partir de 10 ans.

Le Portail Démocratie a aussi réalisé, sous forme de boîte de jeu, son animation la plus populaire : Democracy. Il s'agit d'un jeu de rôles pour vivre la démocratie dans la classe (15€, à commander via publi@kbs-frb.be ou par téléphone 070/23 37 28).

Depuis 2006, le Portail Démocratie propose pour tous les enseignants des programmes de formation d'une journée via l'IFC (www.ifc.cfwb.be). L'objectif est de fournir aux enseignants des outils concrets et des méthodes pour sensibiliser leurs élèves aux valeurs et aux enjeux de la citoyenneté active et de la démocratie. Des programmes de formation d'un jour sont également proposés aux futurs enseignants des Hautes Ecoles et des Universités*.

Enfin, le Portail Démocratie est le service éducatif du nouveau musée d'histoire de la Belgique, le Musée Belvue. Il a développé des outils téléchargeables (www.belvue.be > service éducatif) pour préparer des visites autonomes, ludiques et interactives pour des élèves à partir de 8 ans.

* www.portaildemocratie.be



Qui peut rester ?



Ces 4 et 5 avril, le Forum Asile et Migrations organisait un événement de taille sur la régularisation des sans-papiers, sur la Place de la Monnaie à Bruxelles.

Dans une cage de verre, cinq demandeurs d'asile sont laissés à l'appréciation du public. Après avoir lu quelques informations sommaires sur chacune d'elles, les passants sont invités à voter pour un candidat, via le site : www.quipeutrester.be

Les votants ont ensuite la possibilité de comparer leur choix à la décision du Ministre et de connaître le sort de ces personnes.

Par cette action, le Forum Asile et Migrations, regroupant plus de 120 associations francophones et néerlandophones, entendait dénoncer l'arbitraire qui prédomine à l'heure actuelle dans la politique de régularisation. Actuellement, le Ministre et son administration régularisent de manière opaque des personnes, au cas par cas. Le Forum plaide pour une procédure de régularisation transparente qui s'appuie sur des critères inscrits dans une loi.

Le Forum ne plaide pas pour des frontières ouvertes ou la régularisation inconditionnelle de tous les sans-papiers ; le F.A.M. demande une politique de régularisation se basant sur des critères clairs :

1. La régularisation pour cause de longue procédure.
2. La régularisation pour cause de maladie grave pour laquelle il n'y a pas d'accès ou un accès insuffisant aux soins adéquats, dans un pays d'origine.
3. La régularisation pour cause d'impossibilité matérielle de retour.
4. La régularisation pour cause d'attaches durables en Belgique ou de situation de détresse.

Pour une note détaillée sur la politique de régularisation et sur les propositions du F.A.M., voir le site : www.f-a-m.be

« Qui peut rester ? » :

Interviews d'Isabelle Durant et de Luc Dardenne

Que pensez-vous de cette initiative ?

Isabelle Durant - Secrétaire fédérale d'Écolo :

Je la trouve excellente. Mettre cette cabine vitrée avec des personnes à l'intérieur est une excellente initiative, certes, un peu choquante mais en tout cas, elle a le mérite de mettre en évidence une situation qui, sinon, reste cachée.

Le vecteur est intéressant. Sur le fond, ce que demande le forum asile/immigration, c'est ce qu'Écolo demande depuis quatre ans : une loi avec des critères clairs qui permettent la régularisation et non que celle-ci se base sur l'arbitraire du ministre.

N'aurait-il pas été plus opportun de faire une telle manifestation avant les élections ?

Il est justement intéressant de la faire après, pendant que l'on négocie. C'est là que les interlocuteurs se mettent autour de la table et que l'on voit desquels il s'agit. C'est sur eux qu'une pression suffisante doit être mise pour la question de la régularisation fasse partie de l'accord du gouvernement. Les choses frémissent positivement du côté flamand. C'est une bonne chose. On ne peut pas se réfugier derrière le fait qu'il y a une majorité côté francophone et qu'il n'y en a pas côté flamand. C'est faux !

Il ne faut pas éteindre ce frémissement et il faut s'appuyer sur ceux qui ne bougeront peut-être pas avant les élections mais qui bougeront après.

Que pensez-vous de cette initiative ?

Luc Dardenne - Engagé dans la lutte pour la régularisation des sans-papiers :

Je n'ai qu'une chose à vous dire : « Gueuler ! Pour que Laurette Onkelinx et Elio Di Rupo pour que la régularisation des sans papiers soit prioritaire avant de former le gouvernement. Si le gouvernement se forme sans qu'on discute de la régularisation des sans papiers je trouve que le PS ne devrait pas aller au gouvernement !

N'aurait-il pas été plus opportun de faire une telle manifestation avant les élections ?

Je trouve que ça aurait été bien qu'elle ait lieu le 1^{er} ou le 2 juin, mais c'est pas mal non plus, le 17, car on saura qui va aller au gouvernement. J'espère qu'ils écouteront quand même puisque les socialistes, les chrétiens-humanistes et Écolo ont dit qu'ils mettraient ça sur la table avant de former le gouvernement, s'ils en font partie !

Depuis plus de 8 mois, les personnes sans papiers s'organisent pour se faire entendre. Ils occupent aujourd'hui près de 40 lieux (églises, maisons laïques, mosquées...) en Belgique. Les manifestations se succèdent : 5.000 personnes à Anvers le 15 février, 10.000 personnes à Bruxelles le 25 février, 2000 personnes à Bruxelles le 21 avril, 5000 personnes à Gand le 20 mai 2006.

Ce mouvement est sans précédent !

Les grandes organisations syndicales et le monde associatif belge soutiennent activement ce mouvement. Parce que le combat pour la régularisation est légitime.

Parce que la mise en place d'un mécanisme clair et transparent de régularisation est une nécessité si on veut permettre aux personnes sans papiers de ne plus être soumises à l'arbitraire de l'administration, de ne plus être condamnées à vivre dans la précarité et ne plus être exploitées au travail.

Aujourd'hui, après les discussions au parlement, le gouvernement doit prendre une décision :

- soit il fait le choix d'une société juste et respectueuse, et il met en place un mécanisme transparent de régularisation ;
- soit il laisse les choses en l'état et choisit une société repliée sur elle-même, fondée sur la peur et l'arbitraire.

Il est primordial de se mobiliser en nombre ce 17 juin. Face à la tentation du gouvernement d'ignorer la question de la régularisation et de laisser perdurer l'injustice, il nous faut répéter que nous n'acceptons pas que des personnes qui partagent notre vie au quotidien soient dépourvues d'existence légale ; il faut montrer au gouvernement que nous sommes nombreux à soutenir le combat pour la régularisation et qu'il doit en tenir compte !

NATIONALE BETOGING

VOOR EEN RECHTVAARDIG REGULARISATIEBELEID nu beslissen!



POUR UNE POLITIQUE DE RÉGULARISATION JUSTE décider maintenant!

Papieren voor mensen zonder papieren...

Des papiers pour les sans-papiers...

MANIFESTATION NATIONALE

DIMANCHE 17 JUIN 2007 - ZONDAG 17 JUNI 2007

à 14h30, Boulevard du Midi (Gare du Midi), Bruxelles
om 14u30, Zuidlaan (Zuidstation), Brussel

info: www.f-a-m.be



Nous vous livrons

Les détachés pédagogiques du Ré.S.O.-J



Le racisme expliqué à ma fille - Tahar Ben Jelloun
à partir de 11 ans - Éd. Seuil - 1998

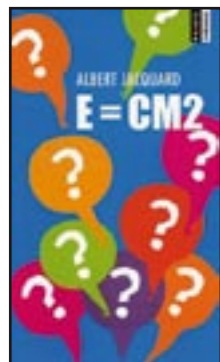
Un enfant est curieux. Il pose beaucoup de questions et il attend des réponses précises et convaincantes. On ne triche pas avec les questions d'un enfant. C'est en m'accompagnant à une manifestation contre un projet sur l'immigration que ma fille m'a interrogé sur le racisme. Les enfants sont mieux placés que quiconque pour comprendre qu'on ne naît pas raciste mais qu'on le devient.



Le racisme raconté aux enfants - Georges Jean
à partir de 11 ans - Éd. de l'Atelier (Enfance heureuse) - 1998

« Je vous écris cette lettre non pour vous faire la leçon mais pour vous préserver du racisme cette 'bête immonde' comme l'a appelé un poète. Le combat contre le racisme engage à la fois du cœur et de la raison [...] Dans votre vie de tous les jours, vous devez apprendre à ouvrir les yeux pour démasquer le racisme partout où il se trouve. »

L'auteur s'adresse aux enfants pour les éveiller au problème du racisme, sous forme d'une lettre, à travers des exemples pris dans leur quotidien.



E=CM2 - Albert Jacquard
à partir de 10 ans - Éd. Seuil (Point virgule) - 2002

Persuadé que « les apports de la génétique sont importants pour lutter contre cette plaie qu'est le mépris de hommes pour d'autres hommes », Albert Jacquard répond à de nombreuses questions posées par des enfants telle que « Certaines races sont-elles meilleures que d'autres ? »



No pasaran, le jeu - Christian Lehmann
12-16 ans - École des loisirs (Médium) - 1996

Thierry et Eric n'avaient jamais fait attention à cet insigne sur le blouson de leur copain Andreas, une décoration métallique parmi beaucoup d'autres. Jusqu'au jour où, dans une boutique de jeux, le vendeur avait pointé l'index vers l'insigne. C'était un vieil homme. Il s'était mis à crier, il était livide. Ensuite, il leur avait donné le jeu. En fait, il leur avait ordonné d'y jouer.

Il n'y avait rien sur la boîte. À l'intérieur, une simple disquette, même pas un CD-Rom. Et pourtant, ce qu'ils voyaient sur l'écran de l'ordinateur ne ressemblait à rien de ce qu'ils auraient osé imaginer.

« Choisissez votre mode de jeu », dit la voix.

Mais il ne s'agissait pas vraiment d'un jeu. Il s'agissait plutôt d'un passeport pour l'enfer.



Manuel de survie au Front - Guy Konopnicki
pour adultes - Éd. des 1001 nuits (Les petits livres) - 1998

Il est vrai qu'il est inutile de diaboliser le Front national. La réalité suffit. Pourquoi chercher Satan et Lucifer quand nous avons déjà Le Pen et Mégret ? Ces diables-là ne s'évanouiront pas en entendant le son des crécelles.

Face au Front national, les lignes de défense de la démocratie s'effondrent d'autant mieux que l'adversaire a choisi le terrain et les armes. Connaître son ennemi, déterminer ses points faibles, décrypter et déterminer le discours, éviter les fautes stratégiques, voilà ce que propose ce manuel de survie qui est aussi un manuel de combat.



Extrême droite : Le suffrage détourné - Richard Lorent
pour adultes - Éd. Couleur Livres (Voix libres) - 2006

Est-il possible, en Wallonie, de stopper la progression des suffrages en faveur de l'extrême droite ? Peut-être. À condition d'en saisir la nature. Or, depuis 12 ans, dans les heures et les jours qui suivent le scrutin, les commentaires des politiques passent résolument à côté de la signification de cette tendance électorale. La majorité des dirigeants des autres formations se montrent ainsi incapables de sortir du registre moralisateur pour s'interroger sur le sens de ce vote manifestement protestataire.

Depuis le début des années 90, le Front National s'est trouvé une nouvelle source électorale, et ces nouveaux électeurs en croissance ne sont pas des fascistes qui s'ignorent. Leur choix se fonde sur un ressentiment dérivé de l'extrême droite vers l'extrême, pour ne pas avoir trouvé dans un paysage politique d'autre expression à même de manifester leur ressentiment.

Ce détournement des suffrages au profit de la droite extrême est dicté par un motif majeur : le déni, par les politiques, d'un ressentiment nourri par la dégradation des conditions matérielles d'existence de ce volant de population. Né d'un tel constat, ce livre tente de montrer que la montée de l'extrême droite n'est pas la fatalité de notre époque.



Maus - L'intégrale - Art Spiegelman
de 15 à 99 ans - Éd. Flammarion - 1992

Maus est une bande dessinée d'Art Spiegelman. Elle raconte, à travers le dialogue de l'auteur et de son père, juif polonais, survivant des ghettos et d'Auschwitz, l'histoire des persécutions nazies, depuis les premières mesures anti-juives jusqu'à l'effondrement du Troisième Reich et l'immédiat après-guerre. Tout en étant un témoignage historique sur la Shoah, cette œuvre aborde des thèmes également aussi délicats que la question de la survie à tout prix quand la loi est celle du plus fort, de l'antisémitisme juste après la Seconde Guerre mondiale, du racisme de la part des Juifs, des relations père-fils, et surtout, la difficulté pour l'auteur lui-même, juif de la génération « d'après » d'exorciser ce terrible passé, de se construire à l'ombre d'un survivant et de gérer psychologiquement la célébrité qu'il a gagnée à travers « l'exploitation » du destin de ses parents.

Spiegelman dépeint les différents groupes nationaux par différentes espèces d'animaux : les juifs y sont représentés par des souris (« Maus » signifie « souris » en allemand), les Allemands par des chats, les Français par des grenouilles, les Américains par des chiens, les Suédois par des élans, les Polonais par des cochons et les Tziganes par des libellules). L'utilisation du zoomorphisme, un style familier aux dessins animés et aux bandes dessinées, est une référence aux images de propagande nazie qui dépeignent les juifs comme des rats et les polonais comme des cochons.

Cette œuvre a reçu le prix Pulitzer en 1992 et a été traduite en dix-huit langues.
(Wikipédia - l'encyclopédie libre)

Stage de formation Ré.S.O.-J

Initiation à l'improvisation

Tu veux développer tes capacités d'animation et tes qualités personnelles ?

Tu as entre 16 et 35 ans ?

Participe au stage de formation organisé par le Ré.S.O.-J à Bruxelles, les 25, 26 et 28 juin de 9h30 à 16h30.

Tu seras pris en charge par un comédien professionnel de la ligue d'improvisation professionnelle belge.
Au fil d'exercices ludiques, tu seras amené à découvrir, en toi, des ressources insoupçonnées.

Aucune expérience n'est nécessaire pour participer à ce stage, l'impro se consomme de manière immédiate et sans modération !

Chaque atelier te permettra de développer des pratiques que tu pourras utiliser dans tes animations mais qui te seront également précieuses dans ta vie quotidienne.

N'hésite plus !

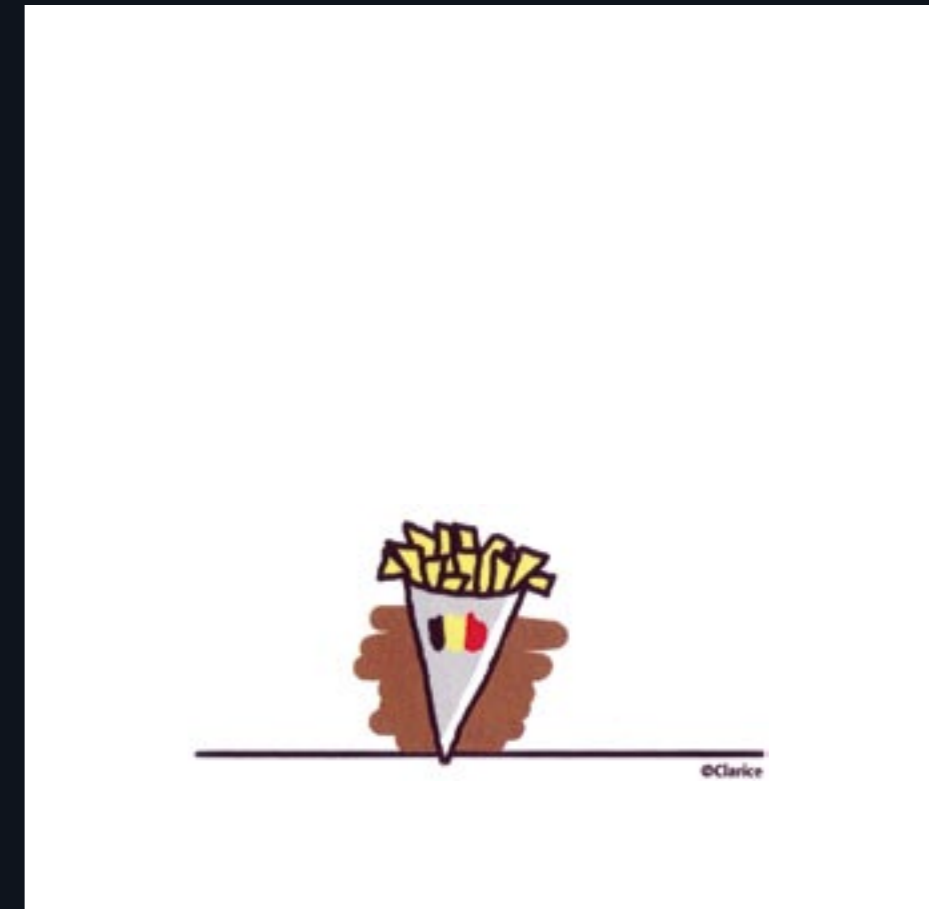
Inscris-toi avant le lundi 18 juin (inscriptions limitées) :

par téléphone au 02/502.35.02 ou par e-mail, à l'adresse : mp.smet@reso.j.be

Le stage est gratuit.



Avec l'extrême droite,



ce qui vient d'ailleurs est suspect...

« Cesser de financer des cultures exotiques ou des hurluberlus.
Encourager et défendre le folklore traditionnel et la véritable culture. »

Programme du Front Nouveau de Belgique de 2000 dans Le Bastion, octobre 2000, p. 23.

Avec l'extrême-droite,
la **cible**, c'est *TOI*

www.lacible.be

